

## **Résolution du Conseil national du PCF – 2 juin 2018**

### **Face au mépris du Président, débattons, agissons ensemble !**

---

Depuis le début du printemps, le pays connaît de fortes mobilisations syndicales, associatives, citoyennes et politiques qui continuent malgré le matraquage des médias dominants, les intimidations, les tentatives de division ou de démobilisation. Après un an d'exercice du pouvoir, la politique de Macron est contestée ; la journée du 26 mai, par l'ampleur et la diversité des forces citoyennes et organisées qui se sont mobilisées à Paris et en Province, a marqué une nouvelle étape dans la contestation, le développement de processus unitaires, et l'exigence d'autres choix politiques.

Le pouvoir a cependant décidé de ne pas écouter, affirme ne rien vouloir lâcher, et veut poursuivre sa casse de tous les acquis progressistes du pays. La prochaine étape annoncée est celle des retraites.

**Le Conseil national du PCF, réuni les 2 et 3 juin 2018**, appelle les communistes à poursuivre et à amplifier les batailles engagées depuis plusieurs mois, à être présents et actifs dans tous les rendez-vous d'ores et déjà annoncés en juin et à prendre de nouvelles initiatives pour combattre les politiques libérales et austéritaires de Macron et de son gouvernement. Nos propositions doivent être au cœur de ces initiatives.

**Nous proposons donc d'agir dans les jours, les semaines qui viennent, et durant tout l'été :**

- pour un service public des transports ferroviaires de qualité pour toutes et tous, pour combattre le projet de privatisation de la SNCF, avec nos parlementaires, aux côtés des cheminot·e·s en lutte et des usagers, en étant présents et actifs à chaque date du calendrier de grève prévu jusqu'à la fin du mois de juin . Nous participerons également, **le 7 juin**, au rassemblement de lutte au Luxembourg, à l'occasion de la réunion des ministres européens des transports. **Et lors des départs en vacances, nous serons présent·e·s devant les gares pour nous adresser aux usagers .**
- pour l'avenir du **logement social** contre la loi Elan en cours d'examen à l'Assemblée nationale avec la journée du 5 juin, et le rassemblement prévu à 19h devant le ministère du Logement
- pour refuser la sélection à l'entrée à l'université en participant aux mobilisations, en **organisant des accueils et accompagnements des jeunes lycéens** en lien avec le MJCF ;
- pour la dignité et l'égalité en participant massivement **le 9 juin, à partir de 12h**, au pique-nique festif, au Champs de Mars, à Paris pour faire entendre les exigences des habitant·e·s des Hauts-de-France, de Normandie comme ceux des villes, quartiers populaires et des territoires ruraux du pays. Ces exigences peuvent et doivent s'appuyer sur le mouvement lancé il y a 8 mois par nombre d'élus, d'associations et de citoyens des quartiers sous le nom d'« Appel de Grigny » et qui a mis le gouvernement face à ses responsabilités sur ses choix en matière de politique de la ville. La délégation qui sera reçue par le Premier Ministre le 9 juin, a un rôle déterminant à jouer dans les prochaines semaines en travaillant à relayer la colère des habitants face au discours présidentiel du 22 mai et en appuyant les propositions contenues dans le plan remis par Jean-louis Borloo à Emmanuel Macron.
- pour refuser la hausse de la CSG et exiger des pensions décentes **le 14 juin**, partout en France aux côtés des retraité·e·s . Alors que le gouvernement lance un simulacre de consultation publique sur le projet de réforme de retraites, le Conseil national crée un

collectif de travail chargé d'impulser une campagne nationale, nos initiatives et faire vivre nos arguments et nos propositions alternatives ;

- pour exiger du gouvernement une revalorisation du SMIC et des minimas sociaux le 1<sup>er</sup> juillet ;
- pour exiger le renforcement des moyens matériels et humain nécessaire à la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale ;
- **aux côtés des salarié-e-s de Carrefour, le 15 juin**, à l'occasion de l'AG du groupe Carrefour aux Docks d'Aubervilliers pour contrer le plan de licenciement et la fermeture de plus de 200 magasins dans le pays ;
- pour défendre et promouvoir des services publics de qualité pour toutes et tous avec la Convergence des services publics, **le 23 juin à Paris**, et en poursuivant notre campagne de mise sous protection citoyenne des services publics, sous diverses formes telles que des chaînes humaines ;
- aux côtés des personnels des hôpitaux et Ehpad, des usagers pour faire entendre les exigences d'un plan d'urgence pour la santé ; et en poursuivant avec nos parlementaires **le tour de France des hôpitaux** (plus de cent établissements visités) avec une étape nationale de rencontre le 5 juillet afin de construire de futures actions (marches blanches ..) à l'automne pour changer le budget de la Sécurité sociale.

C'est dans cet esprit que nous proposons aux forces progressistes, aux citoyen-ne-s en lutte contre la politique libérale de Macron et sa dérive monarchique et autoritaire, de faire un temps fort de mobilisation, **début juillet à Versailles** au moment où le président s'adressera aux parlementaires réunis en congrès pour tenter de faire avaliser sa réforme constitutionnelle. Il s'agira de faire entendre nos exigences d'égalité, de solidarité, de justice sociale et de démocratie !

Ces mobilisations, nous les poursuivrons tout au long de l'été, en tenant notamment de multiples **actions de solidarité concrètes** (journées à la mer, sorties, moments de convivialité, des espaces « SOS inscriptions pour les bacheliers », pour l'accueil des migrants, les ventes solidaires de fruits et de légumes)... Nous les amplifierons pour permettre aux personnes, aux familles les plus modestes de vivre mieux et en même temps de porter l'exigence du droit aux vacances, à une alimentation de qualité...

Et sans attendre, nous lançons la préparation de **la Fête de l'Humanité des 14, 15, 16 septembre, nous engageons le placement du bon de soutien dans toutes les initiatives à venir pour que la fête soit** le rendez vous de toutes celles et tous ceux qui luttent, et qu'elle soit bien la fête de toutes et tous, la fête de toutes les causes communes.